

REEMPLACEMENT DE SURETE DE LA DIRECTION REGIONALE OCCITANIE SITE DE BALMA

Contrat 25C000031

CCTP Lot unique

MAITRISE D'OUVRAGE



Ind.	Date	Historique de l'évolution du document
1	3/11/2025	CCTP initial

Table des matières

1. Informations générales	3
1.1. Présentation du projet	3
1.2. Objet du présent CCTP	3
1.3. Obligations propres à l'entreprise	3
1.4. Localisation et environnement	3
1.5. Intervenants	4
1.6. Classement de l'établissement.....	4
1.7. Règlementation applicable	4
2. Règles et clauses applicables.....	4
2.1. Offre de l'entreprise	4
2.2. Période de préparation – Etudes d'exécution et de détails	4
2.3. Réalisation des travaux	5
2.4. Fin des travaux	10
3. Description des travaux.....	11
3.1. Contrôle d'Accès	11
3.2. Anti-Intrusion	13
3.3. Transmetteur téléphonique	16

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1. Présentation du projet

Le projet consiste au remplacement des différents systèmes du site de la Direction Régionale OCCITANIE de l'ASP à TOULOUSE.

Les systèmes concernés sont les suivants :

- ✦ Système de contrôle d'accès,
- ✦ Système anti-intrusion
- ✦ Transmetteur téléphonique

Le projet prévoit également la mise en place de contrat de maintenance de l'ensemble de ces systèmes et équipements.

1.2. Objet du présent CCTP

Le présent document a pour objet de définir les travaux du lot unique Electricité Systèmes.

La description des ouvrages ci-après a pour but de définir le principe général des travaux objet du présent lot, en précisant le niveau de qualité minimum requis. Elle a pour objet de renseigner le Titulaire sur la nature des travaux à effectuer, leurs nombres, leurs dimensions et leurs emplacements, sans pour autant prévaloir du caractère global et forfaitaire de l'offre du candidat et de son obligation de résultat dans le respect des Règles de l'Art, des normes et des règlements applicables et inhérents à sa profession.

1.3. Obligations propres à l'entreprise

Il est expressément rappelé que l'entrepreneur n'est pas un simple fournisseur, mais dans l'exécution de ses travaux, un spécialiste avisé et un technicien d'une pratique éprouvée.

Avant tout commencement des travaux, les échantillons des produits, dont l'emploi est envisagé, seront déposés par l'entrepreneur, afin de permettre les opérations de contrôle.

1.4. Localisation et environnement

Les locaux de l'ASP (Agence de Service et de paiement) sont situés dans un bâtiment en R+2 sur sous-sol localisé au 78 Rue SAINT JEAN 31130 BALMA.

L'ASP occupe l'intégralité du bâtiment mais également un espace (salle de réunion) dans le bâtiment voisin au R+1.

Nota : pas d'information concernant la présence éventuelle d'amiante dans le bâtiment (DTA obligatoire pour les bâtiments dont le Permis de Construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997. A transmettre le cas échéant ou à établir d'urgence dans le cas contraire.

1.5. Intervenants

1.5.1. Maitrise d'Ouvrage - ASP

- ♣ Loïc AGASTO
- ♣ Gilles REIX

1.5.2. Exploitant - ASP

- ♣ Jean Sébastien HERBAUT

1.6. Classement de l'établissement

Le bâtiment est classé en ERT (Etablissement Recevant des Travailleurs). Il n'accueille pas de public et il n'est pas visité par la commission de sécurité incendie sur déclaration du Maître d'Ouvrage.

L'établissement ne comporte pas de locaux à sommeil.

1.7. Réglementation applicable

1.7.1. Code du Travail

- ♣ Décrets n°2008-244 du 7 mars 2008 livre II titre 1^{er}
- ♣ Décrets n°2008-244 du 7 mars 2008 livre II titre II

1.7.2. Règles Anti intrusion :

- ♣ - NFA2F
- ♣ - EN50131
- ♣ - APASAD R81

1.7.3. Contrôle d'accès

- ♣ - APSAD D83
- ♣ - APSAD D32ANSSI Version 2.1 du 10/10/2023

2. REGLES ET CLAUSES APPLICABLES

2.1. Offre de l'entreprise

Qualification professionnelle

L'Entrepreneur devra avoir la qualification QUALIFELEC requise pour ces installations

Les entreprises visées sont des sociétés ou des groupements de sociétés d'électricité avec spécialisation SSI et systèmes de sûreté certifiés ANSSI (ISO27001)

2.2. Période de préparation – Etudes d'exécution et de détails

2.2.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, de relevé de côtes et d'approvisionnement de 1 mois. Ces différentes périodes sont comprises dans le délai d'exécution des travaux (4 mois).

Il est procédé, au cours de la période de préparation à :

- L'établissement et la présentation, au visa du maître d'œuvre, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires de sécurité et d'accès sur les lieux des travaux ;
- L'établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux et signature des entreprises. Le calendrier détaillé qui sera mis au point deviendra une pièce constitutive du marché.
- Les agréments des sous-traitants éventuels.
- La mise au point des plans de sécurité des entreprises en relation avec le coordonnateur SPS le cas échéant.
- Les démolitions préalables et les campagnes de sondage nécessaires pour la mise au point des plans d'exécution.

2.2.2. Actions préalables au démarrage des études

- Avoir pris une parfaite connaissance des plans ainsi que de l'ensemble des pièces écrites du projet et de tous les documents officiels auxquels des pièces peuvent se référer.
- Prendre en compte des contraintes d'accès, de stockage du matériel et d'approvisionnements.
- Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leur prestation entre dans le cadre des délais généraux impartis.
- Prévoir l'exécution, dans les règles de l'art, de tous les travaux de leur profession nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.
- Prévoir les trous, scellements, implantations, qui sont à sa charge.
- La valeur de ces percements et réservations doit être incluse dans le prix de l'ouvrage, aucune plus-value ultérieure n'est accordée.
- Avant le début des travaux, le Titulaire doit participer avec la Maîtrise d'Œuvre à une réunion de coordination, où sont définies toutes les réservations nécessaires aux travaux.
- Ces plans sont approuvés par toutes les parties, affichés au bureau de chantier.

2.3. Réalisation des travaux

2.3.1. Installations de chantier

La DR ASP donnera un accès aux sanitaires et à un point d'eau.

L'entreprise devra le nettoyage quotidien du chantier.

Mise en place des protections et balisage des zones de chantier ainsi que des coffrets électriques de chantier si nécessaires.

2.3.2. Actions avant mise en œuvre

- S'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes et les prescriptions du C.C.T.P. Soumettre obligatoirement à l'approbation du Maître d'Œuvre tous les changements qu'il envisage d'apporter aux spécifications et plans du projet.
- Prendre toutes les mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défauts cachés.

2.3.3. Choix des matériaux

Toutes les fournitures (matériaux, produits et composants) devant être mis en œuvre seront neuves, de fabrication récente et de première qualité.

Pour tous produits fabriqués soumis à un avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux, produits fabriqués titulaires d'un avis technique.

Quand elles ne sont pas imposées par le CCTP ou par un autre document contractuel, les marques et références des appareils et divers équipements devront être soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant approvisionnement.

2.3.4. Planning

Le Titulaire doit mettre en œuvre les matériels et personnels suffisants pour respecter le planning proposé dans son offre. En cas de retard dans les travaux, le Maître d'Ouvrage réserve le droit d'appliquer des pénalités financières, de résilier ledit marché et de faire terminer les travaux par une autre entreprise de leur choix aux frais du Titulaire défaillant.

2.3.5. Coordination interne

Le Titulaire doit surveiller personnellement les travaux de façon suivie et maintenir en permanence, sur le chantier, s'il ne s'y trouvait pas lui-même, un directeur de chantier responsable pouvant recevoir verbalement tous les ordres ou instructions de service provenant du Maître d'Ouvrage ou de ses représentants.

2.3.6. Conformité aux normes

Comme stipulé dans les prescriptions spéciales, les installations doivent être conformes :

- Aux D.T.U. ;
- Aux décrets, arrêtés et circulaires ;
- Aux spécifications et notes techniques du C.S.T.B. ;
- Au règlement sanitaire national et départemental ;
- Aux normes NF ;
- Aux règles U.C.H. ;
- Aux spécifications techniques des compagnies concessionnaires ;
- Aux prescriptions des constructeurs ;
- Aux règlements « incendie » ; en vigueur à la date du présent C.C.T.P.
- Aux règles APSAD et ANSSI

2.3.7. Autocontrôle

Outre les contrôles exercés par les Architectes, les bureaux d'études et les bureaux de contrôle, il appartient à l'entreprise de réaliser un autocontrôle interne en prenant toutes les dispositions qui leur incombent pour les ouvrages à réaliser. Ce contrôle interne doit être réalisé à différents niveaux :

Au niveau des fournitures, quel que soit le degré de finition, les entrepreneurs assureront que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

Au niveau du stockage, les entrepreneurs assureront que les fournitures soient correctement protégées

Au niveau de l'interface entre corps d'état, les entrepreneurs vérifieront tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser par chaque corps d'état permettent une bonne réalisation de l'ensemble des ouvrages.

Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de chaque entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et aux règles de l'art, et aux diverses spécifications propres au chantier.

2.3.8. Mise en œuvre

Avant de passer commande de son matériel, le Titulaire doit se rendre sur place pour contrôle des emplacements prévus pour ses ouvrages ainsi que des accès prévus pour le matériel.

Le Titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux.

Tout matériel est mis en œuvre selon les prescriptions de pose des constructeurs et règlements en vigueur. Dans le cas où celui-ci est différent des schémas de la Maîtrise d'Œuvre, le Titulaire est tenu d'en aviser celui-ci avant toute mise en œuvre.

Le Titulaire reste en liaison constante avec la Maîtrise d'Ouvrage et lui soumet tous les plans détaillés d'exécution complémentaires et détails de toute nature pouvant s'avérer nécessaires en cours d'exécution.

Tout problème d'exécution qui a comme conséquence une modification des plans du Maîtrise d'Ouvrage ne peut être résolu sans l'accord de celui-ci. Tout travail réalisé en contradiction avec les plans et directives de la Maîtrise d'Ouvrage peut être refusé.

Avant réception, le Titulaire est tenu de faire vérifier et mettre au point par ses fournisseurs tous les matériels fournis par lui.

2.3.9. Percements – rebouchages – fourreaux

L'Entreprise devra réaliser l'ensemble des percements et des rebouchages nécessaires à la mise en œuvre de ses installations. Un calfeutrement coupe-feu sera réalisé systématiquement pour reconstituer le niveau d'isolement réglementaire exigible au niveau des parois et planchers coupe-feu traversés.

Les fourreaux nécessaires au passage des canalisations seront fournis et posés, par l'Entrepreneur du présent marché.

2.3.10. Gestion des déchets

L'entreprise devra s'impliquer dans une politique de gestion des déchets de chantier qui vise à adopter une démarche de valorisation en tenant compte des filières locales et doit inciter à une réduction à la source en quantité et en toxicité des déchets

Les travaux de mise en œuvre de systèmes électrotechniques comme une infrastructure de communication, système de sûreté... sont à l'origine d'une production de déchets de chantier de nature très diversifiée.

On y retrouve en effet :

- Des déchets Inertes tels que gravats, béton, produits lors de la réalisation de tranchées, ou lors de percements de murs et cloisons.
- Des déchets Industriels Banals (DIB) tels que les plastiques (tubes, fourreaux, goulottes,...), les bois, les métaux (chemins de câbles, fixations...), les chutes de câbles Cuivre et de Fibres Optiques, les revêtements des sols et de murs, etc....
- Des déchets Industriels Spéciaux (DIS) tels que résidus de peinture, les colles, les bois traités, les produits de joints pour étanchéité, les mousses coupe-feu, les DIB mélangés et souillés par des DIS (chiffons ou contenants), les déchets contenant de l'amiante libre, etc....
- Des emballages tels que les housses PVC ou PE, les cartons, les palettes, etc....

Ces déchets proviennent soit des chutes ou des reprises de mise en œuvre (mise en place du nouveau réseau de communication), soit de la dépose des équipements passifs des réseaux existants (dépose de l'ancien câblage à la suite de la phase d'activation du nouveau réseau).

Comme l'exigent les principaux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets, l'entreprise sera tenue de :

- Séparer les quatre types de déchets précités,
- Ne pas brûler des déchets sur le chantier,
- Ne pas abandonner des déchets quels qu'ils soient, même « inertes », sur le chantier ou dans des zones non contrôlées administrativement comme des décharges sauvages,
- Ne pas laisser des déchets spéciaux sur le chantier.
- Valoriser les déchets d'emballage

Le choix des lieux d'élimination devra privilégier une valorisation des matériaux, et la proximité des lieux d'évacuation. Ainsi, les destinations des différents types de déchets triés pourront notamment être les déchetteries acceptant les déchets des entreprises, les Centres d'Enfouissements Techniques (CET) de classe 1 pour les DIS, classe 2 pour les DIB non triés, classe 3 pour les déchets inertes, et les plates-formes de transit.

Notons qu'il est possible de localiser les sites d'accueil des déchets de chantier en fonction des matériaux à éliminer et de la localisation du chantier sur les sites Internet de certaines Fédérations Professionnelles (notamment les Fédérations françaises départementales et régionales du Bâtiment : www.dechets-chantier.ffbatiment.fr).

2.3.11. Nettoyage

Pendant la durée des travaux, les parties publiques et le chantier seront maintenus en parfait état de propreté permanente. Un nettoyage journalier du chantier sera demandé pour améliorer la qualité du travail et la sécurité du personnel. Chaque entreprise doit réaliser le nettoyage de sa zone d'intervention.

2.4. Fin des travaux

2.4.1. Essais

Avant la réception des travaux, les essais suivants sont réalisés :

- Recettes des différents câblages systèmes courants faibles
- Essais des appareils mécaniques, électromécaniques ou électroniques.
- Essais de l'intégralité sur système anti-intrusion + transmetteur téléphonique avec et sans la box.
- Essais du système de contrôle d'accès

2.4.2. Réception des travaux

En fin d'exécution des ouvrages, des essais du titulaire seront réalisés et notés sur PV d'AUTOCONTROLE.

Des essais pourront être réalisés en présence du Maître d'OUVRAGE lors des opérations préalables à la réception (OPR).

En fin d'exécution des ouvrages, une visite des OPR (opération préalable de réception) permettra de noter la conformité des ouvrages réalisés par rapport à ceux commandés à l'entreprise.

A l'issue de cette visite, un procès-verbal sera établi et l'entreprise devra en lever les réserves dans un délai minimal.

Pour cette visite, il sera remis au maître d'ouvrage, un dossier permettant d'appréhender parfaitement la totalité des ouvrages.

Les fluides et énergies nécessaires aux essais de fonctionnement seront prévus.

Les échafaudages, échelles, clefs, appareils de mesure, contrôle ou simulation seront prévus par le titulaire afin de permettre un contrôle efficace, total et sans perte de temps.

Une fois la totalité des réserves levées, la réception en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant pourra avoir lieu.

En cas de réserves, une seule visite de levée de réserves ne sera prévue.

2.4.3. D.O.E

Le Titulaire est tenu de remettre en fin de chantier au Maître d'Ouvrage un dossier D.O.E. exhaustif avec plans des ouvrages exécutés, conformes aux travaux réalisés (plans de récolement), en version électronique et papier. Le nombre d'exemplaires papier sera précisé par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire doit la réalisation des essais conformes ainsi que les documents suivants :

- Plans de récolement des installations.
- Certificats de conformité.
- Nomenclature des matériels avec documentation des fabricants (adresse et téléphone).
- Notices d'entretien d'utilisation et de conduite des appareillages.
- Mises à jour des plans électrique

2.4.4. Garantie

Le Titulaire est tenu d'entretenir son installation en bon état de fonctionnement pendant la période comprise entre la réception des travaux et la fin de la période de garantie étant donné que la période de garantie est de 2 années, à compter de la date de réception.

Pendant ce délai, il doit remplacer à ses frais toutes les pièces qui sont détériorées par vice de construction ou de montage, défaut de matière, défaut de matière, usure prématurée.

Le Titulaire demeure seul responsable de tous les accidents qui peuvent résulter de la fabrication ou de la combinaison de ces appareils ainsi que les dommages et intérêts qui peuvent être réclamés par suite de ces accidents.

S'il survient pendant la période de garantie une avarie dont la réparation incombe au Titulaire, un procès-verbal circonstancié est dressé et lui est notifié.

S'il néglige cette réparation dans le délai fixé à l'avance, l'avarie est réparée d'office à ses frais.

En cas de défectuosité d'un ouvrage, la durée de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle de l'indisponibilité. Aucun remplacement partiel ne sera admis.

2.4.5. Contrat d'entretien et de maintenance

Durant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux, qui suit la date de réception, les pièces et main d'œuvre pour la maintenance corrective sont réputées incluses dans l'offre

Le titulaire respectera le contrat d'entretien transmis dans le présent DCE (cf CPA et CCAP) pour chacun des systèmes :

- Contrôle d'accès
- Anti-intrusion
- Transmetteur téléphonique

3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

3.1. Contrôle d'Accès

3.1.1. Principe

Remplacement complet de l'installation par un nouveau système de Contrôle d'accès avec ajout de contrôle d'accès par vidéophone aux portes palières et déplacement du matériel central et du poste de contrôle. Il n'y aura pas de reprise des équipements et câblages existants.

Le principe de contrôle d'accès sera réalisé par lecteur de badges de proximité RFID de type Mifaire.

Le nouveau système sera mutualisé avec le nouveau système d'anti-intrusion (voir chapitre suivant). Il s'agira d'une installation locale dédiée au site avec remontée d'alertes par télétransmission (via le télétransmetteur commun CA/AI/SSI déployé dans le cadre du projet)

Afin de faciliter la gestion des contrôles d'accès (BALMA-NIMES), la direction Régionales souhaite que :

- Afin de faciliter la gestion des badges et d'en éviter la multiplications de ceux-ci pour le personnel inter-sites, que le même types (ou modèle) de badge soit utilisé par le site de

Nîmes et de Balma. Ce principe doit permettre au personnel habilité, après attribution des autorisations nécessaires, d'accéder à l'ensemble des sites avec un badge unique.

- le système devra, via le client lourd, permettre la création, la modification et la suppression des droits d'accès des agents, y compris pour des agents rattachés à des sites distants. Le gestionnaire de site devra pouvoir administrer les habilitations inter-sites (ex. gestion des droits d'un agent du site de Toulouse depuis le site de Nîmes, et réciproquement), sans restriction liée à la localisation du gestionnaire.
- en cas d'indisponibilité du client lourd (panne matérielle, indisponibilité du poste, etc.), le gestionnaire de site devra pouvoir accéder à l'interface serveur en mode dégradé ou mode secours, afin de garantir la continuité de la gestion des accès aux sites. Cet accès devra respecter les exigences de sécurité SSI.

Le logiciel installé sur Nîmes est ATS8600

L'installation actuelle sera maintenue opérationnelle (avec contrat de maintenance à l'appui) jusqu'à « réception » fonctionnelle du nouveau système.

3.1.2. Centrale :

- La nouvelle centrale AI/CA sera située dans le local technique 107
- Elle devra comporter une réserve de 20% d'extension possible
- Le système sera certifié ANSSI (ISO27001)

3.1.3. Poste de gestion / enrôlement des badges :

- Le nouveau poste de gestion / enrôlement sera situé dans le local technique 107 au R+1
- Il sera constitué d'un PC fourni par l'ASP sur lequel sera installé le logiciel de gestion / supervision du système et d'un enrôleur de badges.
- Fourniture de 200 badges RFID format Carte Bancaire
- Fourniture de 200 portes badges (double carte type carte de crédit)
- Fourniture de 200 cordons anti étranglement

3.1.4. Portes sous contrôle d'accès :

- Equipement des portes existantes pour contrôle d'accès à conserver :
 - o 1 Dispositif de verrouillage de type gâche électrique
 - o 3 Dispositifs de verrouillage de type électroaimant dont la tension sera vérifiée par le titulaire

Ces 4 dispositifs de verrouillage devront se déverrouiller lors d'une alarme incendie.

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- o 4 Lecteurs de badges de technologie MIFARE
- o 4 Déclencheurs manuel vert avec capot de protection pour le déverrouillage des portes sous contrôle d'accès (voir plans).
- o 4 Boutons poussoirs pour le déverrouillage des portes sous contrôle d'accès (voir plans).

3.1.5. Câblage et alimentations :

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- o L'asservissement des portes sous contrôle d'accès avec le système de Sécurité Incendie (SSI) comprenant le déverrouillage des portes d'issue de secours en cas d'alarme incendie.

- La fourniture, la pose et le raccordement des alimentations électriques (disjoncteurs adaptés aux systèmes) pour l'ensemble du système de contrôle d'accès (alimentation de type chargeur ou AES pour les gâches ou électroaimants comprise) et ayant une autonomie de 48h.
- La fourniture, pose et raccordement d'UTL nécessaire au bon fonctionnement du système de contrôle d'accès.
- L'ensemble des câbles nécessaires et adaptés à la parfaite installation de l'ensemble du système.

3.1.6. Mise en service paramétrage, essais, formation des utilisateurs

- Mise en service et paramétrage par intégrateur certifié ISO27001
- Essais en présence du personnel d'exploitation.
- Formation du personnel sur l'exploitation du système (1 session de 10 personnes) accompagnée d'une notice de paramétrage et d'utilisation à joindre au DOE

3.1.7. Démantèlement de l'installation existante

- **Le démontage, la dépollution du matériel et les reprises de second œuvre au niveau des équipements de l'ancien système seront réalisés une fois la bascule établie sur le nouveau système et celui-ci réceptionné et fonctionnel.**
- **Les reprises comprendront le remplacement de dalles de FP percées ou abîmées par les travaux, la mise en place d'obturateurs au droit des appareillages abandonnés (dans la mesure du possible, le remplacement en lieu et place sera privilégié), retouches locales de peinture si nécessaire...**

3.2. Anti-Intrusion

3.2.1. Principe

Remplacement complet de l'installation par un nouveau système de protection Anti-Intrusion avec repositionnement et ajout de détecteurs volumétriques pour remédier aux failles de sûreté constatées sur le système existant. **Il n'y aura pas de reprise des équipements et câblages existants.**

Le nouveau système sera mutualisé avec le nouveau système de Contrôle d'Accès (voir chapitre précédent). Il s'agira d'une installation locale dédiée au site avec remontée d'alertes par télétransmission (via le télé-transmetteur commun CA/AI/SSI déployé dans le cadre du projet)

Le principe de détection actuel sera conservé :

- Détection volumétrique dans les circulations tous niveaux et dans les pièces accessibles depuis l'extérieur (voir plans)
- Détection périmétrique par contacts de feuilures sur toutes les portes palières des niveaux (voir plans)

Le système devra pouvoir la gestion de plusieurs zones d'alarme (minimum 4), correspondant aux différents plateaux occupés par l'exploitant (Rdc, R+1, R+2, Salle A380), de manière individuelle et autonome.

Durant les heures de fermeture de l'établissement, celui-ci sera normalement protégé. La mise en / hors service de l'alarme par zone se fera depuis les accès du personnel à partir du clavier à code autoprotégés contre les forçages de code d'accès et anti-vandale.

L'installation actuelle sera maintenue opérationnelle (avec contrat de maintenance à l'appui) **jusqu'à « réception » fonctionnelle du nouveau système.**

3.2.2. Centrale :

- La nouvelle centrale AI/CA sera située dans le local 107.
- Elle devra comporter une réserve de 20% d'extension possible
- Le système sera certifié ANSSI (ISO27001)

Équipement mural à positionner dans le local 107 (voir plans). Ensemble complet comprenant les batteries d'alimentation électriques de l'ensemble des équipements. Le système devra à minima comporter les fonctionnalités suivantes :

- Protection de 1 à 8 zones indépendantes
- Gestion jusqu'à 50 périphériques filaires (détecteurs, commandes...)
- Fonctions levée de doute vidéo lors d'une intrusion sur détection de mouvement ou sur demande de visualisation à distance depuis son smartphone
- Appel vocal en cas d'intrusion
- Détection infrarouge
- Levée de doute audio et fonction interphonie
- Configuration de 6 numéros d'appel
- Communication par carte GSM équipée d'une antenne extérieure si nécessaire
- Une autonomie de 72h

3.2.3. Poste de gestion (commun avec le système de Contrôle d'Accès)

- Le nouveau poste de gestion sera situé dans le local 107 (commun avec le Contrôle d'accès)

3.2.4. Équipements :

3.2.4.1. Détecteurs volumétriques

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- 31 Détecteurs volumétriques dans les circulations et certains locaux y compris les supports si nécessaire.
Gamme de détecteurs adaptés aux locaux à protéger (profondeur du champ, largeur, hauteur, etc.)
Détecteurs double technologie

Localisation : voir plans

3.2.4.2. Contacts d'ouvertures

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- 4 Contacts de feuillures 2 portes d'accès au RDC ainsi que sur la salle annexe (A380)

ASP
Remplacement systèmes ASP BALMA
CCTP

Localisation : voir plans

3.2.4.3. Claviers d'activation

Le titulaire devra la fourniture pose, raccordement et programmation de :

- 1 Clavier à code autoprotégés contre les forçages de code d'accès et anti-vandale
Placés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 mètre au-dessus du sol
Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

Localisation : voir plans

3.2.4.4. Diffuseurs sonores

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- 5 sirènes intérieures de qualités, robustes et solidement fixés. Autoalimentés et équipés d'une batterie étanche sans entretien et répondant aux normes en vigueur.

3.2.5. Câblage :

Le titulaire devra la fourniture pose et raccordement de :

- o La fourniture, la pose et le raccordement des alimentations électriques (disjoncteurs adaptés aux systèmes, alimentations type chargeur ou AES) pour l'ensemble des matériels composant le système anti intrusion et ayant une autonomie de **72h**.
- o La fourniture, pose et raccordement d'UTL nécessaire au bon fonctionnement du système anti intrusion.
- o L'ensemble des câbles nécessaires et adaptés à la parfaite installation de l'ensemble du système.

3.2.6. Mise en service paramétrage, essais, formation des utilisateurs

L'entreprise livrera les installations en parfait état de fonctionnement. Tous les essais de détection seront réalisés en veillant à ce que tous les points définis soient protégés.

Le titulaire devra :

- L'étiquetage de l'ensemble des radars et contacts de portes.
- Mise en service et paramétrage par intégrateur certifié ISO27001
- Essais en présence du personnel d'exploitation.
- Formation du personnel sur l'exploitation du système (1 session pour 10 personnes) accompagnée d'une notice de paramétrage et d'utilisation à joindre au DOE

3.2.7. Démantèlement de l'installation existante

- Le démontage, la dépollution du matériel et les reprises de second œuvre au niveau des équipements de l'ancien système seront réalisés une fois la bascule établie sur le nouveau système et celui-ci réceptionné et fonctionnel.
- Les reprises comprendront le remplacement de dalles de FP percées ou abîmées par les travaux, la mise en place d'obturateurs au droit des appareillages abandonnés (dans la mesure du

ASP
Remplacement systèmes ASP BALMA
CCTP

possible, le remplacement en lieu et place sera privilégié), retouches locales de peinture si nécessaire...

3.3. Transmetteur téléphonique

- Mise en place d'un transmetteur téléphonique de technologie IP et GSM (carte M to M)
- Il sera commun au système anti-intrusion
- Une réserve de 20% devra être prévue en cas d'extension future de report d'alarme
- Localisation : dans le local technique 107
- Raccordement à une box fibre (fournie et mise en place par l'exploitant)
- Il sera équipé d'une carte additionnelle de redondance en GSM ((carte SIM à demander également par la DR ASP auprès de la DNSI, dès la prescription des pré requis donnés par le titulaire au lancement du marché de travaux)
- Déport d'antenne GSM si nécessaire
- Fonctionnalités :
 - o 8 entrées / 4 sorties
 - o Module GSM
 - o Transmissions Vocales (VoIP ou GSM), IP (SIA-DC-09), e-mails ou SMS
 - o Chaque entrée (8 de base jusqu'à 32 avec extensions) est associée à un message personnalisable
 - o Programmation assistée par guide vocal ou via logiciel (VocPc).
 - o Programmation de la partie IP via Web serveur embarqué

Le câblage entre le transmetteur téléphonique et la Box est à la charge du titulaire.